

PRÉFÈTE DE LA DORDOGNE

SOUS-PRÉFECTURE DE BERGERAC

PÔLE DÉVELOPPEMENT LOCAL
ET ENVIRONNEMENT
ENVIRONNEMENT ET AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE

Direction Départementale des Territoires

Service Territorial du Bergeracois
Affaire suivie par : Murielle Lugan
Tél : 05.53.63.52.02
Mél : murielle.lugan@dordogne.gouv.fr

Arrêté
portant approbation de la révision de la carte communale applicable
sur la commune de Saint-Cassien

La Préfète de la Dordogne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10, R. 161-1 à R. 163-9 et l'article L. 163-1,

VU la loi n° 2014-366 du 24/03/2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (loi ALUR),

VU l'arrêté préfectoral n° 24-2018-05-15-003 du 15/05/2018 donnant délégation de signature à Mme Dominique Laurent, sous-préfète de Bergerac,

VU l'arrêté préfectoral du 23/06/2008 approuvant la carte communale de la commune de Saint-Cassien,

VU la décision en date du 21/12/2015 du conseil communautaire de la communauté de communes des Bastides Dordogne Périgord visant à réviser la carte communale de la commune de Saint-Cassien,

VU l'arrêté de M. le préfet de la région Nouvelle Aquitaine en date du 16/06/2017 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R. 104-16 du code de l'urbanisme, indiquant que le projet de carte communale de la commune de Saint-Cassien n'est pas soumis à évaluation environnementale,

VU l'avis favorable de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) en date du 09/06/2017,

VU l'accord de Madame la préfète concernant l'ouverture à l'urbanisation au regard de la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, de la préservation et de la remise en bon état des continuités écologiques, de l'absence de consommation excessive de l'espace, de l'absence d'impact excessif sur les flux et déplacements et de la répartition équilibrée entre l'emploi, habitat, commerces et services en date du 2 août 2017,

VU la désignation de M. Michel SANCHEZ, commissaire-enquêteur par le Tribunal Administratif de Bordeaux,

VU l'arrêté du président de la communauté de communes en date du 12/10/2017 soumettant le projet de carte communale à enquête publique du 20/11/2017 au 22/12/2017 inclus,

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 27/02/2018 approuvant la carte communale de la commune de Saint-Cassien,

VU les avis des services consultés,

SUR proposition de Mme la Sous-Préfète de Bergerac,

A R R E T E

Article 1 : Le dossier de révision de la carte communale de la commune de Saint-Cassien annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Est également annexée au présent arrêté une note d'information et de rappel.

Article 3 : Conformément aux articles R.161-1 et suivants du code de l'urbanisme, chaque dossier comprend :

- un rapport de présentation
- un document graphique (1 plan de zonage)

Article 4 : Le dossier de la carte communale opposable aux tiers est tenu à la disposition du public :

- au siège de la communauté de communes de Bastides Dordogne Périgord
- à la mairie de Saint-Cassien
- au service territorial du Bergeracois (Direction Départementale des Territoires)
- à la sous-préfecture de Bergerac

aux jours et heures d'ouverture des bureaux.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié à M. le président de la communauté de communes de Bastides Dordogne Périgord.

Article 6 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire approuvant la carte communale, seront affichés en mairie et au siège de la communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 8 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 6 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Article 9 : La sous-préfète de Bergerac, le président de la communauté de communes de Bastides Dordogne Périgord, le maire de Saint-Cassien, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bergerac, le -- 4 JUIN 2018

Pour la Préfète et par délégation
La Sous-Préfète de Bergerac,


Dominique LAURENT

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000/231 du 12/04/2000).

Dans un délai de deux mois à compter du caractère exécutoire du document, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à Monsieur le Préfet de la Dordogne – 2, rue Paul Louis-Courier – 24 016 PÉRIGUEUX cedex
- soit un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75 800 PARIS
- soit un recours contentieux en saisissant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – BP 947 – 33 063 BORDEAUX cedex (paiement d'un timbre au tarif en vigueur).

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.